



**PRÉFET
DE LA MANCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Normandie**

Unité bidépartementale Calvados Manche
477 Bld de la Dollée
CS 70271
50000 Saint-lô

Saint-lô, le 09/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LTP Loisel

La Tourelle
50370 Brécey

Références : 2025 - 03
Code AIOT : 0005301353

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2024 dans l'établissement LTP Loisel implanté Le Moulin Richard 50370 Le Grand-Celland. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection, avec prélèvement inopiné, s'inscrit dans le cadre d'une action régionale menée par la DREAL Normandie visant à s'assurer que l'organisation mise en place par les exploitants de carrière ou d'installation de stockage de déchets inertes non dangereux (ISDI) réceptionnent bien des déchets inertes et non dangereux conformes à la réglementation et à leurs arrêtés préfectoraux d'autorisation d'exploiter.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LTP Loisel

- Le Moulin Richard 50370 Le Grand-Celland
- Code AIOT : 0005301353
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La LTP LOISEL est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de cornéenne à hauteur de 150 000t/an maximum et comporte également une installation de traitement des matériaux, une centrale à béton et une station de transit des produits minéraux.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Présence du registre	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	Demande d'action corrective	1 jour
4	Vérification du caractère inerte	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Demande d'action corrective	1 mois
6	Procédure d'acceptation préalable des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Demande d'action corrective	3 mois
7	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43-1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Admission des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Sans objet
3	Vérification du caractère non-dangereux	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2	Sans objet
5	Contrôle visuel	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Art 12.3 II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La LTP LOISEL semble prêter attention à la qualité des matériaux entrant sur la carrière toutefois les pratiques sont perfectibles et il est nécessaire de tenir à jour le registre des matières entrantes, de mettre en place une procédure permettant de décrire ce qui est admissible ou non sur le site et tirer les enseignements des non-conformités constatés pour les apports provenant de la SAS LES CHAMPS JOUAULT.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Présence du registre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets entrants
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement : - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

<p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis par mail à l'inspection le registre, il contient la date de l'apport, le code déchet, le producteur et son SIRET, le lien avec le bon de livraison et la quantité de déchet et l'éco-organisme associé si il existe.</p> <p>La trame du registre est en tout point conforme avec les attentes de la réglementation.</p> <p>L'ensemble des champs du registre sont saisis. Les derniers apports saisis dataient du 31/10/2024, ce qui est conforme à la réglementation. L'exploitant à indiqué procéder à sa mise à jour complète en fin de mois pour procéder aux déclarations RNDTS.</p> <p>L'exploitant indique recevoir des apports de deux entités, la LTP LOISEL SAS elle même et la SAS LES CHAMPS JOUAULT. Il existe de très rares apports provenant d'autres entreprises. Le registre n'a consigné que les apports venant de la LTP LOISEL SAS, les apports de la SAS LES CHAMPS JOUAULT mais ceux des rares entreprises externes n'y figurent pas.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant veillera dorénavant à ce que les tous les apports externes au site (SAS LES CHAMPS JOUAULT et autres) soient bien consignés dans le registre.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 jour</p>

N° 2 : Admission des déchets inertes

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Documents d'acceptation préalable</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant:</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET; - le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET; - le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET; - l'origine des déchets; - le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement;

- la quantité de déchets concernée en tonnes. Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

Constats :

Le modèle de DAP utilisé identifie le producteur, le transporteur, le lieu d'excavation, la nature des travaux, l'environnement du chantier, le code déchets, les quantités de déchets, les analyses réalisées ou non (amiante, lixiviation, goudron). Il permet également d'obtenir l'engagement du client sur la conformité des matériaux. Le modèle répond aux exigences réglementaires. Les DAP présentées sont totalement remplies à l'exception de la quantité de déchet prévisible de la SAS LES CHAMPS JOUAULT.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veillera à ce que soit renseigné une quantité de déchet pour l'ensemble des DAP.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Vérification du caractère non-dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Justification de la non-dangereux

Prescription contrôlée :

I. - Les installations visées à l'article 1er ne peuvent ni admettre ni stocker :

- des déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets ;

- des déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;

- des déchets dont la température est supérieure à 60 °C ;

- des déchets non pelletables ;

- des déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ;

- des déchets radioactifs. II.

- En outre, les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 ne peuvent ni admettre ni stocker les déchets provenant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minières, y compris les matières premières fossiles et les déchets issus de l'exploitation des mines et carrières, y compris les boues issues des forages permettant l'exploitation des hydrocarbures.

<p>Constats :</p> <p>Les résultats d'analyses des deux échantillons choisis par l'inspection des installations classées correspondent à deux apports issus du sur-tri pratiqué par la SAS LES CHAMPS JOUAULT pour les apports des déchetteries. Les résultats montrent que les déchets apportés peuvent être considérés comme non-dangereux.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Vérification du caractère inerte

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Justification du caractère inerte</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ; - que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ; - que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.
<p>Constats :</p> <p>Les résultats d'analyses des deux échantillons choisis par l'inspection des installations classées correspondent à deux apports issus du sur-tri pratiqué par la SAS LES CHAMPS JOUAULT pour les apports des déchetteries. Les résultats montrent que les déchets apportés dépassent les seuils ISDI de l'arrêté ministériel du fait d'une teneur élevée en sulfates, le pH élevé de ces échantillons confirme également que ces ions possèdent un potentiel d'acidification notable.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra sous un mois soit apporter des éléments nouveaux permettant de considérer les apports comme inertes, soit procéder à leur retrait et traitement en filière appropriée.</p> <p>L'exploitant mènera des actions correctives préventives en adaptant sa procédure d'accueil concernant les apports de déchetteries et en vérifiant la bonne application de ces pratiques. Il indiquera sous 1 mois à l'inspection des installations classées la nature des actions correctives mises en œuvre.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Contrôle visuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Art 12.3 II
Thème(s) : Risques chroniques, absence de matériaux interdits
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le remblayage des carrières ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. Lorsqu'il est réalisé avec apport de matériaux extérieurs (déblais de terrassements, matériaux de démolition, ...), ceux-ci doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, il a pu être constaté que les déchets accueillis sur le sites ne présentaient pas de non-conformité liée au tri. Le responsable de site indique être particulièrement vigilant à la qualité des apports qui sont de deux natures :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les apports venant de la SAS LTP LOISEL font l'objet de discussions internes lorsque les terres ne sont pas suffisamment triées et sont suivies d'actions correctives. Les revêtements sont séparés des couches de formes ; -les apports venant de la SAS LES CHAMPS JOUAULT sont issus d'une collecte des apports de déchèterie, suivi d'un sur tri pratiqué sur ces apports pour retirer les matières non-conformes ; <p>L'exploitant a tout de même installé une benne à DIB à proximité de la zone de réception des déchets afin de pouvoir pratiquer un sur-tri si cela s'avérait nécessaire.</p> <p>L'exploitant a indiqué procéder à un contrôle visuel après chaque déchargement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Procédure d'acceptation préalable des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
Thème(s) : Autre, Contenu de la procédure
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté. Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ; - que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ; - que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.
Constats :

<p>L'exploitant a indiqué ne pas avoir de document renseignant les conditions d'acceptation des déchets et que cela est notamment dû au fait qu'il n'y a que des apports soit internes soit venant du sur-tri de la SAS LES CHAMPS JOUAULT.</p> <p>Les apports internes font l'objet d'une attention particulière facilitée par le fait que la société acceptant les chantiers est la même que celle procédant à l'enfouissement des déchets, cela permet d'avoir accès aux études et de garantir facilement que les critères d'acceptation sont atteints. L'exploitant a indiqué qu'il demande régulièrement les analyses pour les chantiers de voirie et que les chantiers de démolition sont principalement conduits avec l'EPFN qui fournit systématiquement un certain nombre d'analyses justifiant de la capacité des déchets à être acceptés.</p> <p>Les apports de la SAS LES CHAMPS JOUAUT ne font pas l'objet d'analyses régulières jusqu'à présent.</p> <p>L'inspection rappelle la nécessité de procéder à la définition de critères pour l'acceptation des déchets permettant de garantir leur caractère inerte et leur caractère non-dangereux, en procédant à la collecte d'informations et en définissant les analyses et leur fréquence qui prennent en compte la nature des apports.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant présentera à l'inspection des installations classées sous 3 mois une procédure récapitulant les matériaux qui peuvent être acceptés sur le site, la liste des informations nécessaires au jugement de leur conformité ainsi que la nature et les fréquences d'analyses permettant de garantir le caractère inerte ainsi que la nature et les fréquences d'analyses permettant de garantir le caractère non dangereux.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Traçabilité des déchets

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43-1</p>
<p>Thème(s) : Autre, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Pour l'application du II de l'article L. 541-7, les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Le registre permet d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments.</p> <p>II.- Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le</p>

registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données. Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense. La transmission des informations au registre national des déchets, mentionné à l'article R. 541-43, vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsque cette transmission respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.

Constats :

L'exploitant a renseigné le RNDTS jusqu'à la fin du mois précédent comme le demande l'arrêté ministériel, toutefois les apports de la SAS LES CHAMPS JOUAULT et ceux réalisés par la LTP LOISEL SAS pour le compte d'autres producteurs n'y sont pas renseignés.

L'exploitant a procédé à la commande de panneaux numérotés afin de pouvoir repérer exactement sur le site quel est le producteur de chaque lots de déchet sans en perdre la traçabilité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant procédera à la déclaration de tous les apports et informera l'inspection des actions correctives mises en œuvre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois